



L'emploi francilien continue de progresser en 2016 malgré un deuxième trimestre difficile

Au deuxième trimestre 2016, l'emploi salarié francilien poursuit sa progression (+ 0,3 %) malgré un contexte marqué par les mouvements sociaux, les inondations et les conséquences des attentats de novembre 2015. En glissement annuel, cette croissance (+ 0,9 %) est principalement portée par les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Le taux de chômage francilien diminue au deuxième trimestre et s'établit à 8,5 %. Fin août 2016, les créations d'entreprises de l'année sont nettement plus nombreuses qu'à la même période de l'année précédente. Le dynamisme de la construction se maintient même s'il reste toujours sans effet notable sur l'emploi de ce secteur qui, à l'instar de l'emploi industriel, enregistre un nouveau repli. La fréquentation hôtelière de l'été est en très net recul par rapport à l'été 2015.

Denis Rabadeux, Insee Ile-de-France ; Cyril Sagnac, Direccte Ile-de-France

Rédaction achevée le 11 octobre 2016

L'emploi salarié poursuit sa progression, hormis dans l'industrie et la construction

L'emploi salarié francilien progresse de nouveau au deuxième trimestre 2016 (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent, soit plus de 11 000 emplois supplémentaires, contre + 0,2 % au niveau national) (figure 1). L'évolution atteint + 0,9 % en un an (35 000 emplois supplémentaires), comme en France métropolitaine (+ 135 000 emplois). Sur cette période, cette dynamique bénéficie principalement à la Seine-et-Marne (+ 1,7 %) et à l'Essonne (+ 1,6 %), puis à Paris (+ 1,3 %). Elle est en revanche plus faible dans les autres départements franciliens, un léger repli étant même observé dans le Val-de-Marne (- 0,3 %).

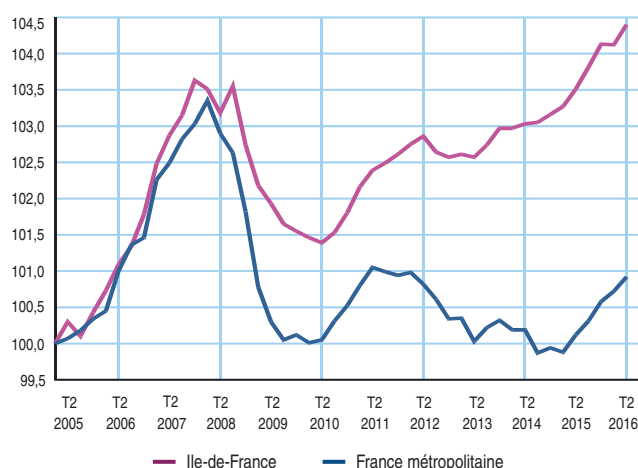
Au deuxième trimestre 2016, l'intérim gagne 2 000 emplois dans la région par rapport au premier trimestre (soit + 2,2 %), alors qu'il s'est stabilisé au niveau national. En un an, ce secteur a ainsi offert plus de 6 600 postes dans la région (+ 8,0 %).

En Ile-de-France, le secteur tertiaire marchand hors intérim - qui représente 80 % de l'emploi salarié marchand total de la région - a fourni environ 11 000 postes supplémentaires au deuxième trimestre 2016 (+ 0,4 %) (figure 2) et environ 32 500 en un an (+ 1,3 %). L'emploi dans les services marchands confirme sa progression, principalement dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 2,3 %, soit

environ 21 300 emplois supplémentaires en un an), mais aussi dans le transport et l'entreposage (4 500 emplois supplémentaires) et l'hébergement et la restauration (3 400 emplois en plus), soit + 1,2 % en un an pour chacun de ces deux secteurs. Dans le

1 L'emploi salarié marchand continue de progresser

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

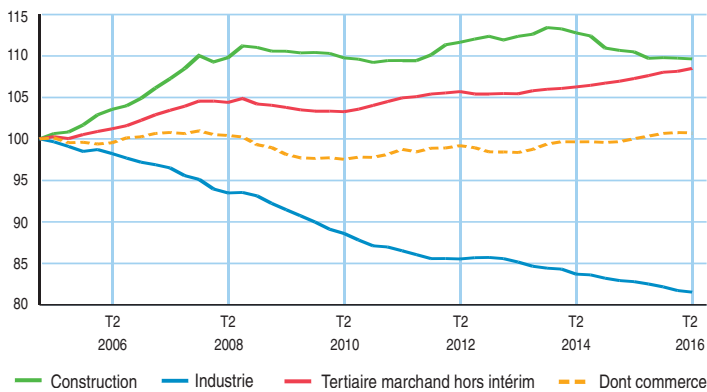


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Le tertiaire marchand soutient l'emploi en Ile-de-France

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi - données provisoires pour le deuxième trimestre 2016.

commerce, l'emploi est stable ce trimestre, mais en légère hausse sur l'année (+ 5 000 emplois, soit + 0,7 %).

En revanche, l'emploi francilien ne se redresse toujours pas dans la construction (- 0,1 % au deuxième trimestre 2016) malgré la hausse du nombre de logements construits, constatée depuis plusieurs trimestres. En un an, ce secteur d'activité a perdu 2 000 emplois salariés, soit une baisse de 0,8 %. Par ailleurs, dans l'industrie francilienne, environ 6 800 emplois ont été supprimés en un an (- 1,5 %), dont un millier au deuxième trimestre 2016 (- 0,2 % par rapport au premier).

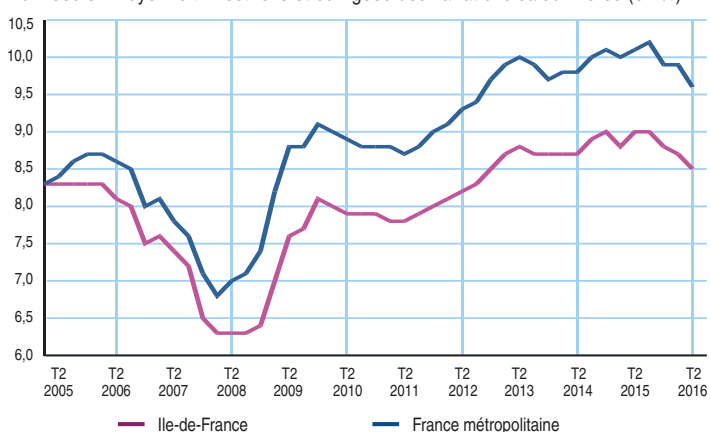
Avertissement - L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Le taux de chômage diminue au deuxième trimestre 2016

Le taux de chômage francilien est de nouveau en baisse au deuxième trimestre 2016, s'établissant à 8,5 % de la population active (figure 3). En France métropolitaine, il recule également et atteint 9,6 %. En un an, le taux de chômage a reculé de 0,5 point dans la région, comme en France métropolitaine. Au deuxième trimestre, il baisse de 0,1 à 0,2 point dans la plupart des départements franciliens. Le Val-d'Oise enregistre une baisse de 0,3 point, et c'est en Seine-Saint-Denis que la baisse est la plus significative (- 0,4 point ce trimestre, - 0,7 point en un an). Néanmoins, ce département reste celui ayant le taux de chômage le plus élevé (12,6 %, soit bien au-dessus de la moyenne métropolitaine) et les Yvelines celui où il est le plus faible (7,3 %).

3 Taux de chômage en baisse au deuxième trimestre 2016

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisés.

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

Fin août 2016, 972 450 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi se déclarent immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 677 740 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

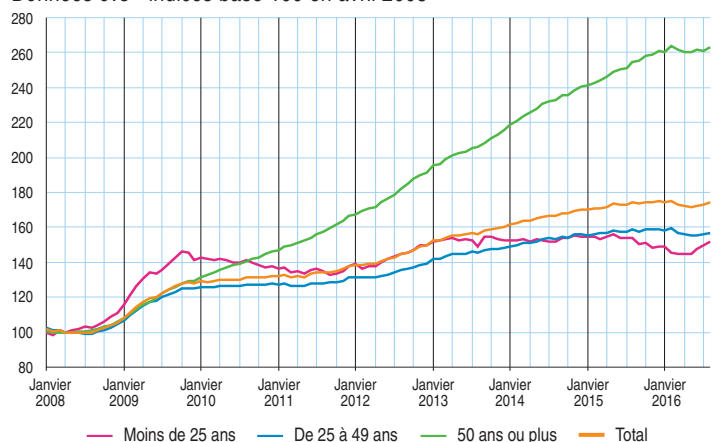
Sur les trois derniers mois, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi franciliens (+ 1,6 % pour les catégories A, B et C) est du même ordre de grandeur qu'au niveau national (+ 1,7 %). Pour la catégorie A en Ile-de-France, la hausse de la demande d'emploi reste supérieure à la France métropolitaine (+ 1,6 % contre + 1,0 %).

Une partie de cette hausse s'observe tout particulièrement au mois d'août 2016, avec 8 500 sorties de moins que le mois précédent pour défaut d'actualisation.

En catégories A, B et C, le nombre de femmes demandeurs d'emploi augmente plus rapidement que celui des hommes (+ 1,9 % contre + 1,4 % sur trois mois). Ces dernières sont plus concernées par le halo autour du chômage et peuvent de ce fait se porter sur le marché du travail en raison d'une conjoncture économique plus favorable. La situation s'est dégradée pour les jeunes de moins de 25 ans inscrits à Pôle emploi. En effet, si le nombre de jeunes demandeurs d'emploi franciliens reste stable sur l'année (+ 0,2 %), il augmente fortement en août (+ 4,8 % sur trois mois) (figure 4), pour atteindre plus de 100 000 après un premier semestre 2016 orienté à la baisse. Cette évolution est à prendre avec précaution : les jeunes qui entrent pour la première fois dans la vie active ne s'inscrivent pas tous à Pôle emploi car ils ne peuvent prétendre à une indemnité chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi seniors est reparti à la hausse. Cette progression est comparable à celle tous âges confondus (+ 1,6 %).

4 Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi franciliens

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares.

Les créations d'entreprises sont en nette augmentation dans la région

De janvier à août 2016, 105 000 entreprises ont été créées dans la région, soit une hausse significative de 15,2 % par rapport à la même période un an plus tôt (figure 5). Les créations sont moins dynamiques au niveau national (+ 7,4 %).

Les créations d'entreprises, autres que micro-entreprises, ont continué d'augmenter dans la région pendant ces huit premiers mois de l'année (+ 15,0 %), et ainsi plus rapidement qu'en France métropolitaine. Chez les micro-entrepreneurs, les créations regagnent du terrain en Ile-de-France (+ 15,3 %) et désormais aussi au niveau national dans une moindre mesure (+ 0,8 %). La part des créations sous forme de micro-entrepreneuriat reste cependant minoritaire (45,7 % dans la région, contre 56,1 % en 2010, peu de temps après l'introduction de ce statut).

Les secteurs du commerce, transports, hébergement et restauration (+ 30,7 % dans la région), ainsi que celui des activités immobilières,

5 Dynamisme des créations d'entreprises en Ile-de-France

Créations d'entreprises	Janvier à août 2016		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	2 662	45,7	-2,1	-5,6	1,0
Construction	8 743	30,6	-1,6	-11,1	3,3
Commerce, transports, hébergement, restauration	31 998	39,2	30,7	46,0	22,4
Information et communication	8 712	44,7	10,5	4,1	16,2
Activités financières	3 210	15,5	12,7	6,4	13,9
Activités immobilières	3 046	17,3	21,7	-8,5	30,7
Activités de services**	30 090	54,3	13,7	13,3	14,2
Enseignement, santé, action sociale	9 381	59,6	9,7	11,1	7,8
Autres activités de services	7 191	65,1	4,9	5,1	4,6
Total Ile-de-France	105 033	45,7	15,2	15,3	15,0
Total France métropolitaine	359 003	40,3	7,4	0,8	12,3

* Évolution du cumul de janvier à août 2016 par rapport au même cumul 12 mois auparavant.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

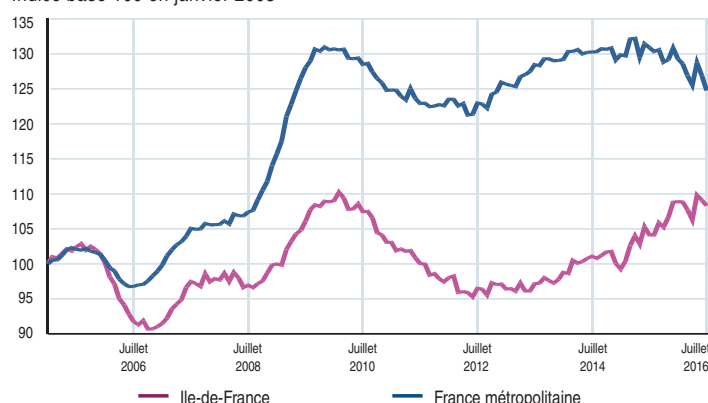
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

sont toujours les plus dynamiques. Le secteur regroupant les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien l'est également : 30 000 entreprises ont été créées au cours de ces huit premiers mois de l'année, soit + 13,7 % par rapport à la même période un an auparavant. Dans le secteur de la construction, les créations se replient encore (- 1,6 %), mais à un rythme ralenti par rapport aux précédentes observations. Les créations hors micro-entrepreneuriat dans ce secteur sont encore en légère hausse. Les créations dans l'industrie, qui représentent moins de 3 % des créations totales, continuent de diminuer (- 2,1 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises - en cumul annuel - a augmenté en Ile-de-France à la fin du mois de juillet 2016 par rapport à un an auparavant (+ 4,0 %) tandis qu'il a diminué en France métropolitaine (- 4,7 %) (figure 6). Le niveau des défaillances reste donc élevé puisqu'il est comparable à celui de 2009-2010. Les secteurs du transport et de l'entreposage, puis de l'hébergement et de la restauration sont les plus touchés (respectivement + 24,0 % et + 11,2 %). Les activités liées à l'information et à la communication connaissent un niveau de défaillances moins élevé (- 4,4 %).

6 Plus de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France.

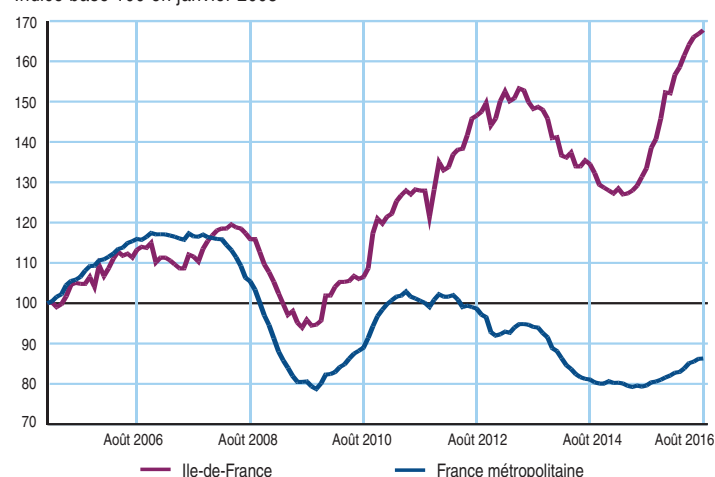
Près de 70 000 logements commencés depuis un an

Dans le secteur de la construction, les perspectives d'activité sont optimistes en Ile-de-France. Fin août 2016, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région est en hausse sensible (+ 23,1 % au cours des douze derniers mois, contre + 11,1 % au niveau national) : cela correspond à 81 400 logements contre 66 100 un an auparavant. La conjoncture est encore plus favorable en ce qui concerne le nombre de logements dont la construction a commencé dans la région

au cours des douze derniers mois (+ 25,6 % contre + 8,4 % en France métropolitaine par rapport aux douze mois précédents), soit 69 600 logements commencés contre 55 400 sur les douze mois précédents (figure 7). Le niveau actuel de construction est ainsi proche de l'objectif annuel fixé par le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) (70 000 par an).

7 Dynamisme dans la construction de logements en Ile-de-France

Indice base 100 en janvier 2005



Logements commencés. Cumul sur 12 mois.

Source : SOeS, Sit@del2.

Fin juillet 2016, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction (en milliers de m²) sont en forte hausse en Ile-de-France (+ 29,3 %) par rapport aux douze mois précédents, soit nettement plus qu'en France métropolitaine (+ 4,6 %). La surface des locaux dont la construction a débuté augmente également en Ile-de-France (+ 27,7 % par rapport aux douze mois précédents), alors qu'elle progresse à peine en France métropolitaine (+ 0,8 %).

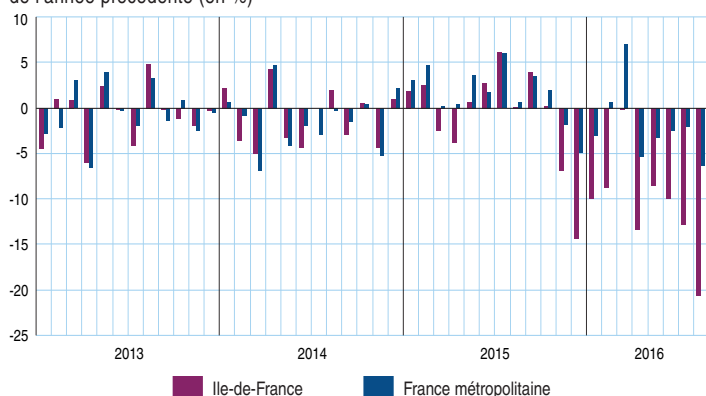
En Ile-de-France, les ventes de logements neufs sont en nette hausse au deuxième trimestre 2016 par rapport au même trimestre de 2015 (+ 22,8 %). Cette augmentation est plus nette qu'au niveau national (+ 18,7 %). Les prix de vente de logements neufs au m² ont augmenté dans la région par rapport au premier trimestre (+ 1,6 %), plus rapidement que par rapport au deuxième trimestre 2015 (+ 0,3 %).

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Kлоé Masselier
Crocis de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol
Pôle emploi : Philippe Ricard
PRIF : Christophe Centonze
Région Ile-de-France : Florence Rey
Urssaf Ile-de-France : Matthieu Goussot

8 Été particulièrement néfaste pour l'hôtellerie

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au mois de l'année précédente (en %)



Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

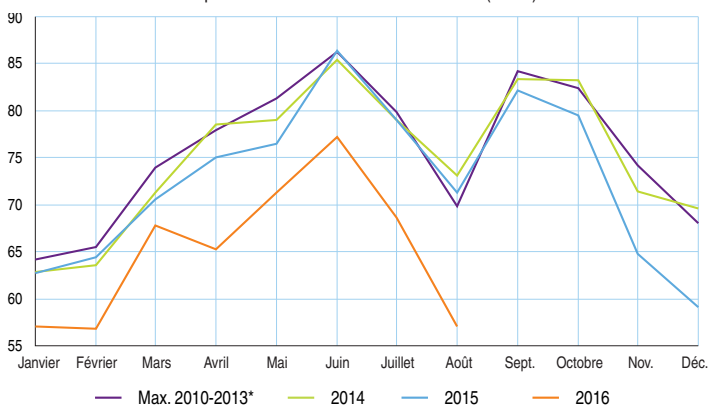
La chute de l'activité hôtelière continue

Après les attentats de novembre 2015, l'activité hôtelière ne redémarre pas en Ile-de-France. Au contraire, la fréquentation hôtelière continue de baisser, mois après mois. Le déficit de nuitées, aux deux tiers de l'année 2016, s'établit pour la région à 4 900 000 (- 10,9 %), par rapport aux huit premiers mois de l'année dernière (figure 8). Les taux d'occupation des hôtels restent très inférieurs à ceux de l'an passé, en particulier à Paris (figure 9).

L'écart de fréquentation par rapport à 2015 n'a cessé de se creuser depuis le mois de mai. Il a atteint un pic au mois d'août, avec 1 300 000 nuitées manquantes pour ce seul mois. Au cœur de l'été, en y ajoutant le mois de juillet, ce sont ainsi 2 200 000 nuitées qui ont manqué à l'activité (- 16,6 %). Ce recul est à 85 % dû à la clientèle étrangère, en diminution de 1 850 000 nuitées pour ces deux mois (- 20,8 %). La clientèle française est certes venue moins

9 Taux d'occupation en berne depuis le début de l'année

Évolution du taux d'occupation des hôtels en Ile-de-France (en %)



* Fréquentation maximale observée sur la période 2010-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

nombreuse, mais dans des proportions moindres (- 7,8 %, soit 330 000 nuitées de moins au cours des deux mois d'été). La perte d'activité est concentrée à Paris, qui occupe une place prépondérante dans l'économie touristique francilienne : 1 400 000 nuitées manquantes en deux mois (soit - 20,0 %), avec un pic à - 25,0 % au mois d'août. Pour ce seul dernier mois, 1 200 000 nuitées de la clientèle étrangère ont fait défaut. Parmi les touristes étrangers, Britanniques (- 17,6 %), Espagnols (- 29,3 %) et Italiens (- 49,9 %) ont été les grands absents de l'été, avec de 200 000 à 220 000 nuitées manquantes pour chacune de ces provenances. Les Allemands ont eux aussi boudé la région (- 23,7 %, soit - 120 000 nuitées pour les deux mois de plein été). La clientèle de provenances plus lointaines n'a pas compensé le net recul de la fréquentation européenne. Les Américains se sont abstenus de séjourner dans la région (- 200 000 nuitées, soit - 15,4 % en juillet-août), de même que les Chinois (- 280 000 nuitées, soit - 34,6 %) et les Japonais (- 130 000 nuitées, soit - 47,1 %). ■

Contexte international

La conjoncture européenne résiste aux incertitudes politiques

L'activité dans les économies avancées a déçu au deuxième trimestre 2016, notamment aux États-Unis, et le commerce mondial n'a que faiblement rebondi. Dans la zone euro, la croissance est restée solide, notamment en Allemagne et en Espagne. Au second semestre, le climat des affaires se redresse timidement dans les économies émergentes et l'activité reprendrait un peu d'élan. De même l'activité américaine accélérerait à la faveur d'une reprise de l'investissement productif. En revanche, le vote pro-Brexit provoquerait un net ralentissement de l'activité outre-Manche via celui des dépenses d'investissements. Dans la zone euro, malgré la hausse des incertitudes politiques cet été, le climat des affaires résiste et l'activité progresserait de nouveau solidement. Principalement, la consommation privée resterait portée par un emploi et des salaires dynamiques, notamment en Allemagne, alors que l'inflation resterait contenue.

Contexte national

En France, l'activité a calé au printemps

L'économie française a calé au deuxième trimestre (- 0,1 % après + 0,7 %), ralentissant plus fortement que prévu en juin, avec notamment un repli des dépenses de services et des exportations anémiques. En revanche, l'emploi marchand a continué de progresser solidement (+ 30 000) et le taux de chômage a reculé de 0,3 point à 9,9 %. Au second semestre, la hausse des exportations progresserait plus en phase avec la demande adressée, et la production manufacturière rebondirait, notamment dans les branches affectées par les grèves au printemps. Au total, en 2016, la croissance s'élèverait à + 1,3 %, un rythme comparable à celui de 2015 (+ 1,2 %). L'emploi total progresserait de 165 000, et le taux de chômage baisserait encore un peu, à 9,8 % en fin d'année (9,5 % en France métropolitaine).

Insee Ile-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrices en chef :

Dalila de Oliveira

Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637

© Insee 2016

Pour en savoir plus

- « La conjoncture européenne résiste aux incertitudes politiques », *Insee Conjoncture - point de conjoncture*, octobre 2016.
- Rabadeux D., « L'embellie se poursuit sur le marché de l'emploi », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 11, juillet 2016.

